

## **Le Liban en déroute**

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

L'explosion de l'entrepôt de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium qui secoua Beyrouth le 4 août 2020 déclencha un soulèvement populaire massif contre l'incompétence et la corruption du pouvoir en place. Le gouvernement alors en poste démissionna. La classe politique en place n'a pas pu s'entendre au sujet de la formation d'un nouveau gouvernement alors que le Liban est en chute libre.

### **La perte d'indépendance**

Le Liban est devenu indépendant en 1943 et la République libanaise multiconfessionnelle a connu des moments heureux, au point que le pays fut considéré comme la Suisse du Moyen-Orient. Ses programmes de radio et de télévision y étaient partout prisés. Le Liban attirait des touristes et des investisseurs des pays du Golfe et de l'Europe et exultait la joie de vivre.

Or, le Liban se fit littéralement passer un sapin par ses voisins arabes. L'inconscience du président Charles Helou lui fit accepter les accords du Caire de 1969 permettant à l'OLP d'opérer au Sud Liban. Les factions armées de l'OLP refoulées de la Jordanie après les massacres du septembre noir en 1970 s'y installèrent. Les agissements de l'OLP allaient plonger le Liban dans la guerre civile.

En 1975, les milices palestiniennes entrèrent en conflit avec des milices chrétiennes et les accrochages dégénérent en guerre civile généralisée entre musulmans et chrétiens. Cette guerre cessa en 1980 et le Liban fut occupé par la Syrie, pays qui a toujours considéré en être le maître. Israël envahit le Liban en 1982 pour mettre fin aux activités terroristes de l'OLP et le déloger du Sud Liban. C'est alors que Bachir Gemayel, président du Liban est revenu sur sa promesse de signer un traité de paix avec Israël.

La milice chiite du Hezbollah s'est alors implantée au Sud Liban et s'est progressivement ancrée dans pratiquement tout le pays en ignorant les autorités gouvernementales libanaises, jusqu'à former un état dans l'état. Une série d'assassinats et de prises d'otages lui sont imputés. En 2005, le président libanais Hariri père qui avait des réserves par rapport à l'ingérence syrienne fut assassiné. Le quart de la population libanaise manifesta intensément son indignation et la Syrie cessa d'occuper le Liban. Le chef du Hezbollah a annoncé à l'avance qu'il ne reconnaîtra pas le verdict de l'enquête internationale déclenchée par l'ONU en 2009 et portant sur l'assassinat du président Hariri.

Affidé à l'Iran qui le soutient financièrement et militairement, le Hezbollah s'est lancé dans des rapt d'Israéliens déclenchant la guerre durant l'été 2006. Depuis 2008, il contrôle de facto le gouvernement libanais. Il s'est également impliqué dans la guerre civile syrienne pour soutenir manu militari le président Assad.

Bien qu'il soit impopulaire au Liban, le Hezbollah dispose de suffisamment de ressources pour distribuer des tickets de rationnement dans un pays au bord de la faillite. Qui plus est, la majorité des denrées subventionnées par le gouvernement libanais passe en contrebande à la Syrie, affaiblissant encore plus le pouvoir central du Liban.

### **Un Liban méconnaissable**

Le Liban souffre de la conjonction de l'absence d'un consensus politique, une crise économique et financière sans précédent, la pandémie de la Covid et l'explosion du port de Beyrouth.

Le produit national brut est passé de 55 milliards en 2018 à 33 milliards en 2020 et le produit intérieur brut par habitant a baissé de 40%. En moins de deux ans, la devise libanaise a perdu plus de 90% de sa valeur. Le montant des retraits bancaires personnels est limité. Plus de 55% de la population vit sous le seuil de la pauvreté et en outre, cela fait plusieurs années que la voirie beyrouthine laisse à désirer.

Aujourd'hui, le Liban souffre de la pénurie de denrées alimentaires et pharmaceutiques. L'électricité opère deux heures par jour et les files d'attente sont des plus longues devant les stations d'essence.

### **Un leadership politique inapte**

Or, les réformes tardent à venir : non seulement la classe politique n'arrive pas à s'entendre sur la formation du gouvernement, mais les enquêteurs sur la responsabilité de l'explosion au port de Beyrouth sont systématiquement limogés : cela a été le cas pour le ministre de l'Intérieur Fehmi, le juge-enquêteur Sawan et le procureur public Ghada Aoun. Une pétition de 28 parlementaires libanais majoritairement chiites a demandé que dans le cadre de l'enquête sur l'explosion au port de Beyrouth, l'immunité ne soit pas levée contre trois députés, exigeant qu'ils ne soient jugés que par le Parlement...

Le Hezbollah est aux ordres de la mullacratie iranienne. Il fait fi du gouvernement et de l'armée du Liban, s'ingère dans la guerre civile en Syrie et entraîne le pays dans des guerres coûteuses avec Israël. Plus de 100 000 missiles seraient dissimulés dans les sous-sols de la capitale libanaise.

### **L'ingérence iranienne**

Dans sa recherche de suprématie dans la région, l'Iran a misé sur la division et la zizanie locale pour contrôler quitte à les ruiner l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen. Elle n'y a apporté ni prospérité ni stabilité. Tout le contraire.

Les 150 milliards de dollars libérés par le président Obama pour donner suite à l'accord des 5+1 de 2015 n'ont pas desservi la population iranienne dont le niveau de vie est en baisse constante. Ils ont servi à renforcer les activités militaires iraniennes et leur ingérence destructive dans le Croissant fertile. La paie d'un simple combattant du Hezbollah aurait de quoi embarrasser le chef d'état-major libanais. De surcroît, certains officiers du Hezbollah qui font partie de l'armée libanaise (qui reçoit l'aide américaine) intimideraient le corps militaire libanais.

## **Au plan international**

Comme une partie des états européens, la France établit une distinction entre les activités civiles et militaires du Hezbollah. La France souhaite aider le Liban, mais tient également à ses intérêts commerciaux potentiels avec l'Iran. Des efforts sincères des gouvernements français et américain ont été faits pour former et réformer le gouvernement, mais en vain. Aussi, l'aide internationale de 370 millions de dollars a tardé à se concrétiser alors que le pays est dans la détresse et il est à espérer que son usage sera contrôlé. Une partie de la répartition de l'aide de 295 millions de dollars fournie l'année précédente baigne dans le flou. De son côté, la diaspora libanaise de 16 millions d'âmes (comparées à celle de 5 millions au Liban même) serait en mesure de redresser un Liban qui donnerait un minimum de garantie de fonctionnalité et de probité.

La classe politique s'accroche à des privilèges qui gèlent la formation d'un gouvernement. Frustré, le premier ministre Hariri fils a démissionné en déclarant : *« Le principal problème de ce pays est (le président) Michel Aoun, qui est allié au Hezbollah, qui à son tour le protège. C'est l'équation du pays et si quelqu'un ne le voit pas, c'est un aveugle... Que Dieu vienne en aide au Liban. »*

Par le passé, pour ne pas froisser l'Iran, le président Obama a préféré le statu quo au Liban même si le Hezbollah est reconnu comme une entité terroriste. Le président Biden milite dans la même direction. En outre, l'Union européenne souhaite s'investir dans le marché iranien. Pourtant on y est conscient de ce qu'un renouveau de l'accord du 5+1 sur le nucléaire iranien donnerait beaucoup plus de pouvoir à l'Iran dans la région et ne ferait pas cesser l'ingérence iranienne au Liban, tout au contraire...

## **Le Liban, prisonnier d'une propagande ressassée**

Il suffit d'un simple coup d'œil des médias arabes ou des activités violentes de certaines populations arabes immigrées en Europe pour réaliser que, malgré tous les démentis - et sans pour cela généraliser - la haine du juif est un élément qui ne peut être ignoré. Elle a servi de caisse de résonance pour

l'ensemble des dictateurs de la région. Elle est encore savamment manipulée et sert de prétexte pour justifier des abus de tous genres et maintenir des populations entières dans l'ignorance.

Il fut un temps où le Liban avait une liberté de manœuvre et où l'on pensait qu'il se libérerait de cette obsession et collaborerait franchement avec Israël. Il semble que ce ne soit pas encore le cas.

Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a proposé le 6 juillet 2021 d'étendre l'aide humanitaire au Liban, déclarant : « *En tant qu'Israélien, en tant que Juif et en tant qu'être humain, mon cœur souffre en voyant les images de personnes souffrant de la faim dans les rues du Liban.* »

Aucune réponse n'a encore été donnée par le voisin du nord d'Israël.

La petite Suisse moyen-orientale s'enlise chaque jour un peu plus.



Photo Wikimedia Commons